

Thème 4 – Les échelles de gouvernement dans le monde

Chapitre 3 : La gouvernance économique mondiale depuis 1944

Introduction : Depuis le mandat de Barack Obama, président démocrate d'un pays réputé pour son libéralisme en matière d'économie, les Etats-Unis défendent face à la crise, la nécessité d'une plus grande régulation financière. Cette position qui consiste à éviter les dérives et les excès du capitalisme était déjà à l'origine d'une initiative prise par les Etats-Unis d'établir une gouvernance mondiale au sortir de la Seconde Guerre mondiale lors de la Conférence de Bretton Woods en juillet 1944. Cette tentative de mise en place de règles collectives mêlait alors l'action des Etats, des organismes internationaux et la société civile pour mener des politiques à grande échelle basées sur la concertation.

L'entrée dans une nouvelle phase de la mondialisation dans les années 1970 et les crises qui l'ont accompagnés ont montré alors la nécessité d'une régulation de l'économie. Une nouvelle conception de gouvernement du monde, **apparaît : la gouvernance. Le terme vient des milieux économiques et est repris en 1989 par la Banque mondiale puis la par les dirigeants politiques.** La gouvernance propose un nouveau mode de gestion des relations internationales à mi-chemin entre un gouvernement mondial, qui reste irréaliste, et la simple coopération entre nations. Elle remet en cause le monopole de l'État sur les affaires mondiales.

On peut alors s'interroger sur l'efficacité de la gouvernance économique et financière mondiale depuis 1944.

Nous proposons d'aborder les premières initiatives nées du constat des effets de la crise de 1929 et élaborées aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale puis nous examinerons les difficultés auxquelles cette gouvernance a dû faire face des années 1970 au début du XXI^{ème} siècle pour enfin réfléchir sur la crise actuelle et les questions qu'elle soulève.

I. Le monde sous gouvernance américaine de 1944 à 1975

A. Les nouvelles règles monétaires définies à Bretton Woods

L'accord signé à Bretton Woods le 22 juillet 1944 par 44 pays a été préparé par des négociations préalables entre Keynes pour la GB et White sous-secrétaire au Trésor des EU. Il installe une période de gouvernance économique fondée sur deux principes majeurs : le retour à la fixité des changes et la coopération entre les signataires pour ne pas reproduire les menaces des années 1930. Chaque état signataire s'engagea à :ors à définir la valeur de sa monnaie en or ou en \$ « as good as gold » (les Etats-Unis détenaient alors les 2/3 du stock d'or mondial, soit 24.5 milliards de \$), ainsi qu'à faire intervenir sa banque centrale pour maintenir cette parité, dans les limites des plus ou moins 1% et à équilibrer la balance des paiements en veillant à ce que le taux d'inflation ne dépasse pas celui des

principaux pays partenaires, pour éviter une perte de compétitivité et une réduction des exportations. Cependant, en cas de déficit prononcé et durable de la balance des paiements, les pays signataires étaient autorisés à dévaluer, mais, toute dévaluation de plus de 10% devait obtenir l'accord du FMI. Le FMI était alors institué comme caisse de secours mutuel chargé de fournir une aide momentanée aux pays en difficulté, alimentée par les versements des Etats signataires (les quotes-parts) en fonction de leur richesse. Voir le document de l'INA <http://www.ina.fr/video/I11052345>

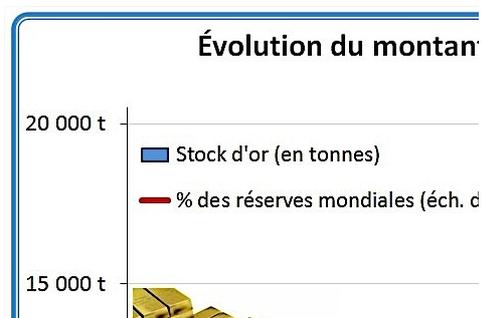
L'accord a créé aussi la BIRD, plus connue sous le nom de Banque Mondiale, destinée à accorder des prêts à long terme aux Etats pour faciliter la reconstruction des pays dévastés par la guerre.

Les décisions prises à Bretton Woods confirment l'hégémonie des Etats-Unis et consacrent la prééminence du dollar considéré comme l'équivalent de l'or. Les pays pauvres sont écartés des instances décisionnaires du FMI et ne bénéficient que de peu d'aide.

Les EU ont rapidement mesuré les risques du « dollar gap » qui caractérisait la différence de ressources entre eux et les économies européennes en reconstruction. L'absence de réserves de ces pays en or et en \$ menaçait les pays importations américaines et faisait planer la crainte de la surproduction sur l'économie américaine. En outre, dans un contexte de guerre froide, la lenteur de la reconstruction était selon les mots mêmes de Truman « la meilleure alliée de Staline », c'est-à-dire la possibilité de voir ces pays appauvris où les partis communistes étaient forts, basculer dans la sphère d'influence soviétique. Ainsi les Etats-Unis ont été conduits à accorder des aides massives à l'étranger dans le cadre du Plan Marshall (13 milliards de \$).

Par ailleurs, le FMI a dû accepter des dévaluations plus ou moins importantes selon les monnaies.

Ce ne fut qu'entre 1950 et 1960 que le système monétaire fonctionna enfin correctement et toutes les monnaies européennes ont retrouvé une convertibilité avec l'or ou le \$ à la fin des années 1950.



B. Le GATT et les progrès du libre-échange

Contrairement à leur tradition protectionniste, les Etats-Unis ont affirmé leur volonté dès les lendemains de la guerre de libérer le commerce mondial de ses entraves : accords de clearing ou de troc, contingents, barrières douanières etc... par le biais de deux négociations

successives.

La première a eu lieu à Genève et a débouché le 30 octobre 1947 sur la signature par 23 pays, représentant plus de la moitié du commerce mondial, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce soit le GATT.

La seconde, conduite par l'ONU a abouti en mars 1948 à la Charte de la Havane qui inclut un code commercial, un code des investissements, une stabilisation des produits de base et la création de l'OIC. Cependant, le congrès américain, redevenu républicain en 1947 a refusé de ratifier cette charte jugée trop interventionniste et c'est donc le GATT qui va servir de base.

Le GATT est un accord composé de 35 articles qui repose sur trois grands principes : une démarche multilatérale qui prévoit des rencontres périodiques, les « rounds », le fair trade qui interdit le dumping, la consolidation des droits existants (c'est-à-dire l'engagement à ne pas les augmenter).

L'accord prévoit des exceptions , des accords régionaux et l'exclusion de l'agriculture de ces négociations commerciales. L'agriculture continue en effet à bénéficier de protections douanières et de subventions nationales.

Le libre-échange est devenu réalité dans les années 1960. La révolution des transports maritimes a réduit considérablement le coût du fret, les distances et la décolonisation a fait tomber la clause de « préférence impériale » dénoncée par les Etats-Unis. Les négociations du GATT ont conduit à une réduction importante des droits de douane : de 40% du prix importé en 1947 ils tombent à 20% lors des 4 premiers rounds menés de 1949 à 1959 et à 10% après les Dillon Round de 1961 et Kennedy Round achevé en 1967. Cet affaiblissement de la protection douanière entraîne une croissance mondiale rapide des échanges : le volume du commerce mondial progresse de 8% par an, la valeur des exportations passe de 58 milliards de \$ en 1948 à 600 milliards de \$ en 1973.

Le dynamisme du commerce mondial entraîne des effets vertueux : la croissance des 30 Glorieuses qui s'accompagne de forts progrès de productivité, hausse du pouvoir d'achat et de la consommation mais aussi concurrence accrue entre les pays développés et déshumanisation du travail à la chaîne, « le travail en miette » de Georges Friedmann, gaspillage, inégalités et société de consommation, surchauffe et saturation des marchés.

II. **Le tournant des années 1970-1980**

A. **L'abandon des taux de change fixes**

Au cours des années 1960, le déficit de la balance des paiements américaine s'est fortement aggravé et l'excédent commercial a reculé. La concurrence des européens et des japonais se fait sentir : c'est « l'effet boomerang » de Robert Reich (les pays reconstruits ont profité des transferts de technologie et des aides américaines et leurs salaires moins élevés ainsi que leurs monnaies plus faibles rendent leurs produits très compétitifs et ces derniers envahissent le marché américain.

Par ailleurs, le déficit est imputable aussi aux énormes dépenses militaires engagées dans les conflits de la guerre froide et surtout le Vietnam. L'inflation est devenue préoccupante puisque qu'il y a en 1971 5 fois plus de \$ en circulation que d'or pour le garantir. Cela conduit le président Nixon, très inquiet de l'irruption d'une crise majeure, à annoncer en août 1971 la fin de la convertibilité du \$ en or. Les monnaies s'apprécient désormais les unes par rapport aux autres et nombreux capitaux se « réfugient » en RFA et au Japon. <http://education.francetv.fr/videos/15-aout-1971-la-fin-du-systeme-de-bretton-woods-v107375>

La Conférence de la Jamaïque en 1976 modifia les règles de Bretton Woods : l'or cessant d'être l'étalon monétaire il devient une marchandise comme les autres dont le cours varie en fonction de l'offre et de la demande. Cette instabilité des changes, devenus « flottants », perturbe le commerce mondial et la réponse européenne a consisté à travailler à son union monétaire dont la première étape fut le SME (système monétaire européen) qui visait à réduire les écarts d'inflation en s'alignant sur le modèle allemand. La baisse du dollar a conduit les pays de l'OPEP à obtenir des augmentations du pétrole à partir de 1971 et a provoqué les chocs pétroliers de 1973 et 1979. Ces chocs pétroliers ne sont donc pas des causes profondes de la crise des années 1970 mais plutôt des déclencheurs qui se superposent au contexte de la 4^{ème} guerre israélo-arabe : la guerre du Kippour, qui confère une signification géopolitique.

B. **La nouvelle division internationale du travail**

Dans les années 1970, les IDE progressent fortement et des flux croissants proviennent désormais d'Europe et du Japon. Les firmes multinationales privilégient la délocalisation des activités industrielles vers les pays du sud à commencer par les industries polluantes comme la sidérurgie plus toutes les industries nécessitant de la main d'œuvre qui présente l'avantage d'être peu chère et peu revendicative. Ces transferts d'activité dopent la croissance des « dragons asiatiques » et les transferts de technologie permettent un décollage de ces espaces ainsi que les « Tigres » (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et le littoral chinois à partir de l'ouverture des ZES (zones économiques spéciales) au cours des années 1980. Le Japon peut maintenir une croissance forte en restant compétitif, la RFA profite de la main-d'œuvre en biens d'équipement venue des pays pétroliers enrichis par les pétrodollars (du fait de la hausse du prix du baril). Cependant, les autres pays européens sont touchés par la désindustrialisation qui induit une forte montée du chômage et aussi par les effets du choc pétrolier qui alourdit la facture énergétique. Les Etats-Unis tirent profit, sur la période de la baisse du dollar qui rend leur commerce attractif. Dans ces conditions, à l'initiative de la France en 1975, un forum de concertation des pays développés est créé : le G6 qui ne permet pas de trouver des réponses communes à la crise. Le G6 réunit les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie, c'est-à-dire les six pays démocratiques les plus industrialisés au monde. Le Canada, mécontent de ne pas avoir été invité, rejoint ce club dès juin 1976, le G6 devient donc le G7.

c. **La révolution néolibérale des années 1980**

Au cours des années 1970 les économistes néolibéraux américains n'ont cessé de dénoncer le mode de gouvernance adopté depuis 1945 qui, selon eux, bride l'esprit d'entreprise, décourage l'offre et freine la croissance par un excès de réglementation et de fiscalité. Ils dénoncent le poids excessif de l'Etat providence, des syndicats et l'inefficacité, selon eux, du keynésianisme et des politiques de relance qu'il a inspirées. Les deux grandes figures de ce courant économique sont le président républicain R Reagan et la première ministre britannique Margaret Thatcher (qui vient de mourir). Les forces politiques qu'ils représentent sont influencées par l'économiste Milton Friedman (fondateur de l'École de Chicago et Prix Nobel d'Economie en 1976). Cette victoire du néolibéralisme s'impose aussi en Allemagne (avec Helmut Kohl comme Chancelier) et en France (avec l'alternance libérale de Jacques Chirac, Premier Ministre de 1986 à 1988) avant de contribuer à l'effondrement du système communiste.

Les politiques libérales multiplient les lois de défiscalisation, de désyndicalisation, de privatisation et de dérèglementation et cherchent à réduire, sinon démanteler les systèmes de protection sociale. Ce néolibéralisme brutal se diffuse à la plupart des pays développés. Dans le domaine financier, la dérèglementation se traduit par la fin de la séparation entre banques de dépôts et banques d'affaires, par le décloisonnement des marchés de capitaux et par leur libre circulation. La « globalisation financière », facilitée par les NTIC qui créent un « marché planétaire » est marquée par une circulation intense des capitaux à la recherche de profit immédiat. Le volume considérable de ces transactions financières et les stratégies qui les animent modifient le fonctionnement des entreprises. Le capitalisme patrimonial, financier, se caractérise désormais par un système où les actionnaires dictent leurs lois aux

dirigeants d'entreprise pour dégager des profits maximums en fonction des opportunités boursières et les conduit à recourir à des « plans sociaux » pour faire monter les cours des valeurs. Cette « horreur économique » selon l'expression de Viviane Forrester décédée ces jours-ci http://mobile.lepoint.fr/culture/viviane-forrester-l-auteur-de-l-horreur-economique-est-morte-02-05-2013-1662163_3.php, déchaîne la contestation des antimondialistes qui dénoncent le « diktat des milieux financiers » et la brutalité des gouvernants néolibéraux ; comme la chanson « Miss Maggie » de Renaud. <http://youtube.googleapis.com/v/Emv3PHolxTQ&source=uds&autoplay=1>

III. **La recherche d'une nouvelle gouvernance 1990-2010**

A. **Des crises financières en cascade**

En 1987, une crise avait touché les caisses d'épargne américaines qui avaient investi dans l'immobilier et les valeurs boursières risquées. Le président Bush (père) avait débloqué 158 milliards de \$ à la charge du contribuable pour un plan de sauvetage de ces caisses.

En 1995, une seconde crise avait fragilisé le Mexique engagé dans une politique libérale depuis les années 1980 qui avait libéré les prix, privatisé les entreprises publiques, remis en question le protectionnisme. L'intégration du Mexique dans le GATT en 1986 puis dans l'ALENA en 1992 avait ouvert le pays aux investisseurs étrangers dans les maquiladoras et dans des placements boursiers. En 1994, les indiens du Chiapas et l'AZL N (Armée zapatiste de libération nationale) menés par le sous commandant Marcos se révoltent contre ces choix libéraux et cela effraie alors les investisseurs. Pour éviter un effondrement du Mexique et sauver les placements notamment dans des fonds de pension qui paient les retraites de nombreux américains, les Etats-Unis ont du débloquer une aide d'urgence de 50 milliards de \$.

(voir ici le message du commandant Marcos : <http://youtube.googleapis.com/v/9tU3tO38tul&source=uds&autoplay=1>)



En 1997/1998 la crise fut asiatique. Les capitaux retirés du Mexique ont afflué vers cette zone de croissance du capitalisme mondiale que constituait l'Asie orientale. Les banques asiatiques ont multiplié les prêts entraînant une flambée des cours boursiers et une généralisation de l'endettement. La Thaïlande en juillet 1997 annonça qu'elle ne pouvait plus faire face à une fuite des devises et a mis sa monnaie en flottage ce qui a provoqué une panique générale dans toute la zone (sauf Taiwan et la Chine très peu endettés). Le modèle asiatique s'effondre et est plongé dans des faillites en chaîne et une grave récession économique. Cette situation révèle les défauts structurels du modèle, l'ampleur de la corruption, la faible rentabilité des banques, le surendettement, la fragilité de nombreuses entreprises. Le FMI a dû mobiliser 120 milliards de \$ dont la moitié a été affectée à la Corée du Sud.

La Russie a été affectée par ricochet par cette crise asiatique qui l'a privée de ses exportations de pétrole. Elle est contrainte de solliciter alors une aide du FMI puis de dévaluer le rouble et de suspendre temporairement le remboursement de ses dettes.

L'Amérique du Sud est aussi fragilisée. Le Brésil perd la moitié de ses réserves monétaires fin 1998 et a dû accepter un plan d'austérité pour bénéficier d'aides et son principal partenaire commercial, l'Argentine est confrontée à une quasi-faillite à partir de 1999. Les capitaux refluent alors en effet vers les bourses occidentales, plus sûres et surtout vers les valeurs des NTIC cotées par le NASDAQ. Après une envolée fulgurante de ses valeurs de la « nouvelle économie » qui repose sur les entreprises de la communication et les fameuses « start up », on s'aperçoit que ces entreprises ont été surévaluées et dès mars 2000 le retournement boursier s'opère avec violence, le NASDAQ s'effondre et avec lui d'autres indices boursiers : le Nikkei japonais, le CAC40 français. Cela a provoqué une chute du commerce mondial et une contraction des IDE. Aux États-Unis, après le traumatisme du 11 septembre 2001, Bush (fils) annonce un gigantesque plan de relance de 760 milliards de \$.

A partir de 2007 la reprise est tirée par la forte croissance de l'Inde et de la Chine et la bourse d'envole à nouveau, témoignage de la reprise de confiance qui pourtant inquiète l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, Allan Greenspan.

C'est d'ailleurs à partir de 2007 aussi qu'une nouvelle crise a éclaté. A la suite de la forte baisse des taux d'intérêt, les banques américaines ont multiplié les crédits hypothécaires (à taux variable), les subprimes, permettant à des familles très modestes d'acheter un logement. Le relèvement des taux de ces crédits a provoqué une catastrophe : l'explosion des mensualités qui a rendu insolvables des millions de foyers américains, expulsés de leur logement, mis en vente en masse, provoquant à leur tour l'effondrement de l'immobilier, la paralysie du secteur du bâtiment. De plus, ces créances avaient été englobés dans des produits financiers revendus un peu partout dans le monde et les banques qui en détenaient de grandes quantités ont été confrontées à des pertes colossales. En septembre 2008 la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers est la plus grosse banqueroute de l'histoire américaine et le FMI évalue à plus de 1000 milliards de \$ les dépréciations pour l'ensemble de la finance mondiale. Les États, les banques et la communauté internationale lancent des plans de sauvetage (700 milliards de \$ aux EU, 1700 milliards d'euros pour l'UE, suivis de plans de relance des économies. On est bien dans une gouvernance mondiale face à la crise qui s'aggrave !

En 2010 : la crise de la dette publique est révélée par la crainte des milieux financiers qui s'inquiètent de l'insolvabilité de leurs débiteurs dont la note a été dégradée par les agences de notation. Ils exigent une hausse des taux d'intérêt pour les Etats qui souhaitent emprunter. La Grèce est en premier lieu concernée : son taux d'endettement en 2010 atteignait 102% du PIB et son déficit budgétaire 13% du PIB. En outre, la méfiance est aggravée par une dissimulation de la réalité et une fraude fiscale généralisée. Puis c'est au tour de l'Espagne, du Portugal de l'Italie, puis de toute la zone euro. Des politiques douloureuses d'austérité soulèvent la colère des peuples contre le fonctionnement de l'UE (et de la BCE) et l'intransigeance allemande.

B. **Les difficultés d'une gouvernance mondiale élargie**

Dans cette situation crise durable, la gouvernance économique est à la recherche d'une nouvelle forme d'organisation multipolaire. La gouvernance mondiale a cessé d'être le domaine réservé des pays occidentaux et doit être partagée avec les puissances émergentes du Sud comme le montre le rôle croissant des BRICS dans les négociations internationales et la création du G20 en 1999 au lendemain de la crise asiatique et qui a pour objectif d'associer les pays développés et les pays émergents pour assurer une croissance mondiale saine et durable.

Pourtant, les intérêts de ces 20 pays sont souvent divergents et l'OMC, créée en 1995, a la mission de développer un « système commercial multilatéral plus juste ». Elle prévoit aussi la réintégration progressive des agricultures dans la concurrence et la libéralisation du commerce des services. Le nouveau cycle défini à Doha en 2001 met en évidence les désaccords sur les questions agricoles entre les pays du Sud, majoritaires (121 sur 146) et les puissances du Nord. Le cycle n'est d'ailleurs toujours pas adopté en 2012. L'OMC est confrontée au nombre croissant de pays membres qui rend difficile la prise de décision et elle a tendance à être paralysée au profit d'accords bi-latéraux voire même à la résurgence du protectionnisme.

La question de la nécessaire régulation de la finance affirmée dès 2009 par le G20 n'avance pas beaucoup, confrontée au poids des lobbys bancaires. Le problème du réchauffement climatique se heurte aussi aux réticences des Etats, la Chine et les Etats-Unis surtout qui refusent tout engagement contraignant en matière de limitation des gaz à effet de serre. L'échec du sommet de Copenhague en 2009 a éteint les espoirs suscités par le protocole de Kyoto signé en 1997.

La gouvernance mondiale est en panne dans ce monde marqué par le déclin relatif des grandes puissances et les ambitions des grands pays émergents du Sud.

c. **Critiques et revendications du système économique mondial**

Le système de Bretton Woods avait été critiqué dès 1944. Keynes notamment souhaitait un système qui ferait disparaître l'étalon or et la création d'une monnaie universelle de rattachement : le Bancor. Les Etats-Unis s'y étaient opposés. Keynes était aussi très réservé à l'égard du FMI et de la place qu'il réservait aux pays européens. L'économiste français Jacques Rueff avait aussi dénoncé l'injustice d'un système qui donne aux Etats-Unis, pays le plus riche « le merveilleux secret du déficit sans pleurs qui permet de donner sans prendre, de

prêter sans emprunter, et d'acquérir sans payer ». Il désigne là le fait que les EU peuvent créer de la monnaie, du déficit de la balance des paiements pour s'autofinancer. De Gaulle critique aussi les Etats-Unis qui « s'endettent gratuitement auprès de l'étranger » et préconisait en 1965 un « retour à l'étalon or qui n'a pas de nationalité ».

Le tiers monde a mis en cause à plusieurs reprises la gouvernance mondiale, dès la conférence de Bandoung en 1955 où s'expriment des attentes économiques en plus des revendications politiques. Les conférences successives des « non alignés » affirment une volonté d'indépendance et demandent la stabilisation des cours des matières premières ainsi qu'un renforcement de l'aide au développement et obtient en 1974 par l'ONU la reconnaissance d'un Nouvel Ordre Economique International (NOEI). Cependant, toutes les réunions Nord/sud qui se déroulent entre 1975 et 1980 débouchent sur un échec. Les revendications des pays du sud s'expriment aussi au travers la CNUCED, nouvel organe obtenu de l'ONU en 1960 par les pays en développement nouvellement décolonisés. La solidarité des pays pauvres s'affirme dès 1964 avec la création du « groupe de 77 » dans le cadre de la CNUCED. Pour autant, sous l'effet de la nouvelle division internationale du travail le groupe des pays du sud explose et se diversifie entre NPI, PED, PMA et la catégorie particulière des membres de l'OPEP (voir le cours sur la mondialisation). Aujourd'hui les pays du Sud représentent 52% de l'industrie mondiale et enregistrent des croissances plus fortes que celles des vieux pays développés. Ils sont des acteurs de plus en plus importants de la gouvernance mondiale dans le cadre de l'OMC et du G20.

La mouvance altermondialiste est aussi un acteur majeur de la contestation du système économique mondial. Elle fait irruption lors de la réunion de l'OMC à Seattle en 1999 et marque un premier succès médiatique. 50000 manifestants venus de 80 pays crient leur rejet de la mondialisation libérale et affirme « qu'un autre monde est possible ». Ces militants inaugurent en 2001 à Porto Alegre le premier « forum social mondial » pour contrer le forum de Davos. En 2005 ils définissent « 12 propositions pour un autre monde possible ». Cette nébuleuse altermondialiste englobe des mouvements très différents : organisations paysannes, mouvement de défense des sans terre, des indiens, associations en faveur des sans papiers, sans logement, mouvements écologistes de défense des consommateurs, radicaux, anarchistes, syndicalistes, artistes, l'association internationale pour la taxation des revenus financiers (ATTAC), mouvements anti-nucléaires, pour l'annulation de la dette des pays du Sud... Ils sont héritiers de l'idéologie tiers mondiste, favorables au commerce équitable, écologistes et pour certains même, décroissants (voir cours de géo sur les débats de la mondialisation). Cette année, Du 26 au 30 mars, les altermondialistes se sont donné rendez-vous à Tunis pour une nouvelle édition du Forum Social Mondial. Ces mouvements altermondialistes représentent la naissance d'une opinion mondiale contestant l'ordre établi et réclament une autre gouvernance qui remette l'Humain au centre de l'économie. Le mouvement des Indignés en est le prolongement et montre la capacité des peuples à se mobiliser contre les injustices et les dangers de la gouvernance mondiale et la cupidité des marchés financiers.

POUR COMPLETER :

Les expressions artistiques de l'altermondialisme

Kenya Arkana :

<http://youtube.googleapis.com/v/5TZyG7HPAdU&source=uds&autoplay=1>

<http://youtube.googleapis.com/v/EqeLskpGLM4&source=uds&autoplay=1>

sur les indignés :

<http://youtube.googleapis.com/v/ezZRY51ULvE&source=uds&autoplay=1>

Sergent Garcia

<http://lhistgeobox.blogspot.fr/2008/07/61sergent-garciaacabar-mal.html>

Le Ministère des affaires populaires

<http://youtube.googleapis.com/v/GlfjLwjX8LA&source=uds&autoplay=1>

HK et les saltimbanks (ancien chanteur du MAP)

Le tube de l'élection de mai 2012 ☺

http://www.dailymotion.com/video/xfzjnb_hk-les-saltimbanks-on-lache-rien_music#.UYObAbW-2So

et l'hommage du même chanteur à Stéphane Hessel (Indignez vous)

<http://youtube.googleapis.com/v/YY2Sz2lWHjA&source=uds&autoplay=1>

et un film de Tony Gatlif réalisateur rom « Indignados »

et voir notre billet sur le blog : <http://blog.crdp-versailles.fr/lecturesdumonde/index.php/category/TE2-Mme-Coste/page/2>

